

Les Turcs d'Europe, réalités et enjeux d'une intégration

Rédigé le 22 décembre 2009 par : Nicolas Bossut



En décembre 2004, après des années d'attente, l'Union européenne a enfin entamé l'ouverture de négociations avec la Turquie en vue de son adhésion. Ces négociations qui dureront au minimum une dizaine d'années soulèvent de nombreuses questions dans les opinions publiques européennes. La méconnaissance de la Turquie, de son histoire et des enjeux de son adhésion empêche les citoyens européens de se positionner valablement face à l'éventualité de cette adhésion.

La figure de la Turquie jalonne pourtant l'imaginaire européen. L'histoire de leur relation est faite de peurs mais aussi d'échanges multiples et de fascination réciproque. L'imbroglio que constitua la visite de Suleyman Aga, émissaire de Mehmed IV à la cour de Louis XIV, en est l'illustration la plus frappante.

Aujourd'hui, la connaissance réciproque des Européens et des Turcs s'est améliorée. Pourtant, un long chemin reste à parcourir avant de pouvoir parler d'une réelle compréhension. Ural Manço, chercheur au Centre d'études sociologiques des FUSL, s'attache à étudier le rôle des populations turques immigrées en Europe à ce sujet. En juin 2009, il donna une conférence à l'invitation de BePax. Cet article s'en inspire librement.

La population turque européenne

Dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale, certains pays européens décident de procéder à des embauches collectives d'ouvriers étrangers, par le biais d'accords entre états. Ainsi, en 1946, au moment de la reconstruction, la Belgique, stimulée par la « Bataille du charbon », signe avec une Italie exsangue et confrontée à des risques de surpopulation, un accord pour l'importation officielle de main-d'œuvre. Les accords se suivront et se multiplieront.

Dans les années 60, l'Europe connaît une croissance économique qui paraît alors sans limites. Les besoins de main-d'œuvre supplémentaire se font de plus en plus sentir. Les pays du Maghreb et la Turquie signent alors, eux aussi, avec les pays européens des accords pour l'importation officielle de main-d'œuvre.

Dans leur grande majorité, les Turcs qui émigreront en Europe sont originaires du monde rural. Peu qualifiés, ces paysans ont émigré par villages entiers. La politique de regroupement familial leur a permis de garder des liens avec leur région d'origine où près de la moitié d'entre eux trouvent leur femme ou leur mari. La solidarité familiale ou régionale s'en est trouvée renforcée.

Cinquante ans plus tard, la population turque d'Europe compte officiellement 3 millions d'individus, peut-être 4 millions. Plus de 2 millions d'entre eux vivent dans la seule Allemagne. Etant donné leur nombre, ils constituent dès lors une puissante diaspora.

L'organisation des communautés turques

Les immigrants turcs ont conservé au cours des ans un attachement fort à leur pays d'origine. Ils se regroupent dès lors autour d'associations, de lieux de culte ou de commerces favorisant l'entraide mais aussi la conservation de traditions culturelles. La

plupart d'entre eux se concentre par ailleurs dans des quartiers à coloration ethnique où le contrôle social reste omniprésent. Leur organisation est nettement plus structurée que celle d'autres populations immigrées de religion musulmane.

La multitude d'associations reproduit la segmentation politique, la diversité ethnique et le pluralisme confessionnel de la Turquie. Chacune de ces associations représente un des éléments de cette mosaïque culturelle turque à laquelle l'Etat laïque ne laisse que peu de place. L'immigration a permis son déploiement et son affirmation. Les associations turques et kurdes, sunnites et alevis, islamiques et nationalistes ont ainsi réussi à s'implanter durablement dans le paysage européen.

L'Etat turc contrôle ou tente de contrôler une partie de ces réseaux issus des flux migratoires. Ses efforts se sont essentiellement concentrés sur l'envoi d'imams et sur l'enseignement du turc. La stratégie étatique vise à implanter dans les pays européens le puissant organisme officiel turc, la Diyanet, qui gère le culte islamique. Les travailleurs proches de cet islam sont d'assez bon relais pour l'Etat turc.

La multiplicité de ces associations, contrôlées ou non par l'Etat turc, favorise le maintien des liens entre les différentes communautés turques, comme autant d'îlots reliés entre eux et formant un réseau de solidarité passant les frontières des états européens. En ce sens, ces populations forment l'avant-garde d'une Europe sans frontière.

Même si pendant longtemps, l'activité politique des communautés turques est restée essentiellement tournée vers la Turquie, et que leur implication dans les débats publics de leur pays d'accueil est restée relativement faible au vu de leur poids démographique, il semblerait que le vent tourne. On assiste depuis une petite dizaine d'années à l'apparition de plus en plus fréquente d'élus de terrain issus de l'immigration turque. Il semblerait que les Turcs d'Europe aient décidé d'investir le champ politique. Le cas d'Emir Kir, Secrétaire d'Etat aux monuments et sites de la Région bruxelloise de 2004 à 2009, est, à cet égard, emblématique.

[Le rendez-vous manqué de l'intégration](#)

Pendant longtemps, les immigrants turcs ont envoyé la majeure partie de leurs économies

dans leur village d'origine. L'écart des revenus entre ces immigrants et leur famille restée au pays est immense. Leurs dons serviront à financer les investissements immobiliers, la création de commerces ou même l'amélioration des logements de leur famille.

Ce n'est qu'à la fin des années 90 que cette tendance s'annule. Les crises qui secouent la Turquie ainsi que le regroupement familial dissuadent les immigrants turcs d'envoyer leur épargne au pays. On voit apparaître des entrepreneurs turcs en Europe. Une étude relatée par Die Zeit en mars 2005 démontre que la contribution turque à l'économie allemande serait de 30 milliards d'euros, soit une valeur 10 fois supérieure à la somme des prestations sociales occasionnées par leur présence dans ce pays. La même année, le Zentrum für Türkeistudien d'Essen estimait que le PIB des ménages turcs de l'UE se chiffrait à 70,2 milliards d'euros, une somme qui dépasse le montant du PIB de 8 des 12 nouveaux états membres de l'UE.

Pourtant, malgré ce succès relatif, la majorité de la population turque d'Europe reste encore aujourd'hui composée de travailleurs de basse qualification. Le taux de chômage de ces populations s'élevait en 2005 à 26%.

De plus, seule une minorité de Turcs a fait la demande pour obtenir la citoyenneté européenne. Même s'ils furent encouragés, dès le début des années 80, à prendre la nationalité d'un des états membres afin de pouvoir constituer des groupes de pression favorables à la Turquie, peu le firent. A peine 37% disposent aujourd'hui de la citoyenneté européenne. Cependant, il semblerait que, de nouveau, le mouvement s'inverse et que les nouvelles générations font le choix de l'intégration. Au rythme actuel des naturalisations, la quasi-totalité des Turcs d'Europe pourrait avoir acquis la citoyenneté d'ici à 2015.

The « European dream »

La diaspora effectue un véritable travail de lobbying politique visant à faciliter l'intégration de la Turquie dans l'Union. Ce travail, du fait de sa présence massive dans ce pays, est particulièrement visible en Allemagne. La constitution progressive d'un réel pouvoir économique et politique des nombreuses diasporas turques participe à cet objectif et le facilite.

La route reste cependant longue pour convaincre des populations européennes échaudées par les différentes crises économiques qu'elles ont traversées, et la conscience de la perte d'influence de leurs états, de l'intérêt de l'adhésion de la Turquie. Ces populations, frileuses, sont souvent tentées par un repli identitaire, excluant la Turquie. A ce titre, la présence d'importantes minorités turques est sûrement le moyen le plus efficace de favoriser la rencontre et une meilleure connaissance entre ces populations.

Parallèlement, leurs choix identitaires, les activités politiques et économiques, l'organisation associative sont observés avec beaucoup d'attention par les autres populations musulmanes d'Europe. Leur rôle dans le développement d'une perception positive d'un Islam sécularisé par les populations européennes est essentiel. L'échec des Turcs aurait des conséquences désastreuses sur la volonté d'entreprendre et d'intégration des autres populations musulmanes non-autochtones d'Europe.

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel, Signes des Temps, de Décembre 2009.

Illustration : Danbury



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120